

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 2 juillet 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le deux juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, COULIBALY, DARTOIS, FERLONI, GRILLAT, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THOREL,

Mesdames BENOIT, BRIATTE, CALVARIO, DANIEL, HERSANT, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, ROUSSEL,

Absents excusés :

Madame CHABANI
Madame CHALUPET
Madame JORAND
Madame NEVEU
Madame VAN ELSUE
Monsieur JARRY
Monsieur THIERRY

Absents :

Madame MONOT
Madame TREMOLLIÈRES
Monsieur BOUFELLE
Monsieur LE GUELLEC
Monsieur LEVAIGNEUR

Absents ayant donné pouvoir :

Madame CHALUPET à Monsieur COLLAS
Madame NEVEU à Monsieur LEJEUNE
Monsieur JARRY à Madame BENOIT

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

25 juin 2024

Nombre de conseillers :

En exercice	32
Présents	20
Pouvoirs	3
Votants	23

05-02-07-24 : REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS ET D'HÉBERGEMENT DES AGENTS DE LA COMMUNE



Monsieur COLLAS indique que la précédente délibération sur ce sujet date de Juillet 2018 et il est proposé de la modifier afin de préciser certains points quant aux remboursements des frais lors de formation et la nécessité d'appliquer les décrets et textes publiés après 2018.

Certaines formations dispensées par des organismes extérieurs donnent lieu au remboursement des frais auprès des agents de la collectivité.

Monsieur COLLAS indique à l'assemblée que le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, ne rembourse pas les frais de déplacements de toutes les formations et stages, notamment certaines formations de la Police Municipale.

Les remboursements émis par la collectivité sont effectifs uniquement lorsque le CNFPT n'intervient pas financièrement.

Dans les cas cités ci-avant, les frais de déplacement des agents permanents et non permanents sont donc à la charge de la collectivité.

Il est nécessaire de rappeler que l'utilisation des véhicules de service de la collectivité est à privilégier selon les disponibilités dans le but de limiter les frais.

Par conséquent, il y a lieu de modifier la délibération n° 06.02.07.2018 du 05 juillet 2018 comme suit :

Le Maire rappelle qu'est considéré en déplacement, l'agent qui se déplace, pour les besoins du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

Il convient de rappeler que l'article 1 du décret n°2001-654 modifié énonce que :

« Les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et de toute personne dont les frais de déplacement temporaires sont à la charge des budgets de ces collectivités et établissements sont, sous réserve des dispositions du présent décret, celles fixées par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. » ;

➤ **Remboursement des frais kilométriques**

Considérant qu'en vertu de l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, l'agent autorisé à utiliser son véhicule terrestre à moteur pour les besoins du service est indemnisé de ses frais de transport soit sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins onéreux, soit sur la base d'indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'outre-mer.

Les frais de transport sont pris en charge conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, dans les cas suivants :

- A l'occasion d'une mission,
- A l'occasion d'un stage ou d'une formation,
- A l'occasion d'une collaboration aux commissions, conseils, comités et autres organismes consultatifs.

Le déplacement doit se faire selon la voie la plus directe et économique, en recourant au moyen de transport le plus adapté à la nature du déplacement. Le trajet le plus court est déterminé via le site de référence.

Le covoiturage sera privilégié si plusieurs agents de la collectivité se rendent au même endroit, les mêmes jours.



Les frais de transport sont calculés à partir de la résidence administrative.

Il convient de rappeler que le barème des indemnités kilométriques s'applique aux agents territoriaux sans intervention de l'organe délibérant et que les montants ne peuvent aller au-delà de ceux fixés par les textes comme suit :

Catégorie (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2000 km par an	De 2001 à 10 000km par an	Au-delà de 10 000km par an
Véhicule de 5 CV et moins	0,32 €	0,40 €	0,23 €
Véhicule de 6 et 7 CV	0,41 €	0,51 €	0,30 €
Véhicule de 8 CV et plus	0,45 €	0,55 €	0,32 €
Vélomoteur et autres véhicules à moteur	0,12 €		
Motocyclette (cylindrée supérieure à 125 cm3)	0,15 €		

Participation aux concours et examens de la fonction publique territoriale

Les frais de transport de l'agent amené à se déplacer pour passer un concours ou un examen professionnel ne donnera pas lieu à remboursement car cela relève d'une démarche personnelle.

➤ Remboursement des frais de repas et d'hébergement

Le taux du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement sont fixés par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ;

L'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixe les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, comme suit :

	France métropolitaine		
	Taux de base	Grandes villes (+de 200 000 hab.) et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	90 €	120 €	140 €
Déjeuner	20 €	20 €	20 €
Dîner	20 €	20 €	20 €

Le taux d'hébergement prévu ci-dessus est fixé dans tous les cas à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

➤ **Remboursement forfaitaire des frais d'hébergement**

Considérant qu'en vertu de l'article 7-1 du décret n°2001-654 susvisé, il appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer, en métropole, le barème des taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement.

Que peuvent également être fixées, pour une durée limitée, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage, lesquelles ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Qu'à ce titre, les taux d'hébergement fixés par l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié susvisé, sont modulables par l'assemblée délibérante, soit pour appliquer une minoration, soit, plus exceptionnellement, pour majorer cette indemnité pour tenir compte de l'intérêt du service ou de situations particulières.

- Pour bénéficier des frais d'hébergement, l'agent doit être en déplacement en dehors de sa résidence administrative ou familiale pendant la totalité de la période comprise entre 0 et 5h.
- Le remboursement des frais d'hébergement est forfaitaire, quelle que soit la dépense engagée. Il est effectué sur présentation d'un justificatif à hauteur de 100% du taux fixé par arrêté ministériel.
- Si l'agent est en formation et que l'organisme de formation prend en charge les frais d'hébergement, aucune prise en charge de ces frais ne peut être assurée par la collectivité.

Ce remboursement forfaitaire sera revalorisé suivant les évolutions des textes règlementaires qui entreront en vigueur, sans qu'une nouvelle délibération ne soit nécessaire.

➤ **Remboursement des frais de repas :**

Considérant qu'en vertu de l'article 7-2 du décret n°2001-654 susvisé, et par dérogation, l'organe délibérant de la collectivité peut prévoir la prise en charge des frais supplémentaires de repas effectivement engagés par l'agent, sur production des justificatifs de paiement auprès du seul ordonnateur dans la limite du taux fixé par l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006.

Considérant qu'en vertu du décret n°2020-689 du 4 juin 2020 susvisé, ce dernier autorise les collectivités territoriales et établissements publics locaux à déroger au remboursement forfaitaire des frais de repas et à instaurer, par délibération, un remboursement au réel, dans la limite du plafond prévu, sur présentation d'un justificatif,

Les agents qui se déplacent pour les besoins du service en dehors de leur résidence administrative et de leur résidence familiale peuvent, le cas échéant, prétendre au remboursement des frais de repas exposés dans ce cadre : Une indemnité de repas est allouée lorsque l'agent se trouve en mission sur la totalité de la période comprise :

- Entre 11h et 14h pour le repas du midi,
- Entre 18h et 21h pour le repas du soir.
- Pour les agents ayant la possibilité de se rendre dans un restaurant administratif ou assimilé, les indemnités de frais de repas sont diminuées de 50%.
- Les frais de repas ne sont pas indemnisés par la collectivité si l'agent bénéficie déjà d'une prise en charge, même partielle, de la part de l'organisme de formation ou du centre de formation.

Aucune indemnité de repas ne peut être attribuée aux agents bénéficiant de la gratuité du repas.

Toute revalorisation des taux, fixés par l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 susvisé ou un texte modificatif, sera automatiquement prise en compte.



Le Conseil Municipal,

Sur proposition du rapporteur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction publique ;

VU le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

VU le décret n°2006-781 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

VU le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 autorisant les collectivités territoriales et les établissements publics locaux à déroger au remboursement forfaitaire des frais de repas et à instaurer, par délibération, un remboursement au réel ;

VU les crédits inscrits au chapitre 011 – 6251 – voyage, déplacement et mission,

VU la délibération 06.02.07.2018 du 05 juillet 2018 relative au remboursement des frais de déplacement à compter du 1^{er} mai 2018,

VU l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU l'avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial en date du 18 juin 2024 ;

À l'unanimité

DÉCIDE de retenir le principe d'un remboursement des frais de transport sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire dans les conditions réglementaires susmentionnées,

DÉCIDE de retenir le principe d'un remboursement forfaitaire des frais d'hébergement dans les conditions réglementaires susmentionnées, sur présentation des justificatifs afférents ;

DÉCIDE de retenir le principe d'un remboursement aux frais réels des frais de repas effectivement engagés par l'agent, sur production des justificatifs de paiement, dans la limite du plafond de 20 € par repas au maximum.

DÉCIDE de ne pas verser d'indemnité de repas ou d'hébergement lorsque l'agent est nourri ou logé gratuitement ;

DÉCIDE d'autoriser le Maire à procéder au paiement de ces indemnités.

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Le Val d'Hazey, le 3 juillet 2024

Le Maire,

Philippe COLLAS

